

RÉCUPÉRATION DU THON ROUGE MARQUÉ

Les pêcheurs algériens restent à sensibiliser

Combien de marques ou tags implantés sur les thons rouges ont été récupérés par les pêcheurs algériens ? Le nombre reste incertain. D'où la nécessité de continuer à sensibiliser les professionnels algériens à adhérer à cette opération lancée sous l'égide de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT). Le développement de centres d'engraissement en Algérie restera cependant contraint par les limitations de l'ICCAT.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Pêcheur, si vous pêchez un thon rouge et que vous trouviez une marque (tag), un appareil conventionnel ou électronique, implantée dans le poisson, ne la jetez pas. Récupérez-la et informez-en ou transmettez-la à la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT). Pour toute marque récupérée, vous bénéficiez d'une récompense financière (50 euros pour un tag spaghetti et 1 000 euros pour une balise GPS ou une marque électronique). Voire, vous pourriez gagner à une loterie (entre 500 euros et 1 000 euros selon le type de tag).

Au-delà de cet intérêt financier mais aussi de la légalité ou non de votre pêche (capture accidentelle, pêche non contrôlée...), vous contribuerez à un double objectif attendu par les chercheurs et le comité scientifique de l'ICCAT en implantant ces tags. Il s'agit en effet de «mieux connaître» cette espèce «emblématique» de la mer

Méditerranée, relevait hier le directeur de projets au bureau d'études français Cofrepêche, Etienne Jarry.

Lors d'une journée d'information et de sensibilisation, initiée par la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA) et organisée à l'Institut national supérieur de la pêche et de l'aquaculture (INSPA), Etienne Jarry a expliqué que l'opération de marquage du thon rouge, lancée depuis 2010 dans le cadre du programme de recherche ICCAT/GBYP et qui a touché plus de 24 000 individus, permettra d'améliorer les connaissances scientifiques sur cette espèce.

Autre résultat, mieux déterminer le cheminement, la migration du thon rouge à travers la Méditerranée et l'Atlantique et affiner les données (numéro de la marque, date et lieu de récupération, poids, longueur à la fourche...) recueillies ainsi que d'autres données notamment biologiques (paramètres de ponte...).



L'Algérie œuvre à défendre son quota.

Ce qui facilitera une estimation quantitative exacte de l'espèce et permettra également de déterminer si l'augmentation du quota de pêche attribué à chacun des 14 pays membres de l'ICCAT (sur un quota global de 13 400 tonnes réparti selon des clés d'allocation, l'aval scientifique et autres paramètres politiques) est opportune ou non, la préservation et une gestion durable et rationnelle de l'espèce étant de mise.

Ainsi, l'Algérie qui a déjà pêché son quota de pêche pour 2013 (143 tonnes +100 tonnes exceptionnelles) et renforce sa capacité de capture officielle (disposant de 8 thoniers-senneurs) en divers lieux de la Méditerranée occidentale, pourrait améliorer sa part et

retrouver son niveau initial. «Ce qui pourrait se concrétiser à court ou moyen terme, dans le contexte où le thon rouge se porte bien», selon le président national de la CAPA, Choib Aggab, qui assurera que l'Algérie œuvre à «défendre» son quota et relève également une «professionnalisation» meilleure du métier et une modernisation avérée de la flotte. Et cela même si le développement de centres ou camps d'engraissements en Algérie ne pourra s'opérer en raison des «limitations» et autres règles imposées par l'ICCAT en matière de capture et d'engraissements, citées par le représentant du bureau Cofrepêche. Il s'agit en effet d'œuvrer à préserver cette ressource

halieutique dont le risque d'extinction s'est posé naguère.

Notons que les poissons pêchés sont gardés vivants, conservés et «transférés» vers des centres d'engraissement implantés généralement en Tunisie, en Italie, en Espagne et ailleurs, avant leur acheminement vers le Japon.

Ce faisant, la récupération des tags implantés sous l'égide du comité scientifique de l'ICCAT reste encore modeste, dans la mesure où sur les 24 000 marques placées, seulement 0,7% sont «revenus» selon Etienne Jarry qui relèvera néanmoins «la complexité» de cette opération et la nécessité de stimuler la «collaboration» des professionnels dans le monde. Or, combien de marques ont été récupérées par les pêcheurs algériens ? Le nombre reste néanmoins incertain. En fait, aucune information n'est encore disponible sur le volume de tags récupérés, relevait-on, hier, lors de cette journée d'information.

Les professionnels algériens sont-ils bien informés ? Sont-ils disposés à adhérer à cette démarche ? Les instances algériennes collaborent-elles ? La problématique reste posée. D'où la nécessité de poursuivre la sensibilisation des professionnels, de susciter leur implication.

C. B.

CRÉATION DU FICHIER NATIONAL DE CARTES GRISES

Insuffisant, selon Laâzouni

Lancée depuis quelque temps, la création d'un fichier national de cartes grises ne constitue pas une «avancée» pour certains représentants de la société civile. Selon le président de l'association Tarik Essalama, cette opération doit être accompagnée par le fichier du permis de conduire et celui des infractions.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) – Le président de l'association Tarik Essalama, Mohamed Laâzouni, estime que les pouvoirs publics sont «incapables» de maîtriser l'immatriculation actuelle qui date de 1975. «Qu'ils commencent d'abord par normaliser

tous les véhicules par une plaque d'immatriculation conforme à la législation actuelle», dit-il. En effet, une panoplie de plaques d'immatriculation de véhicules défile sur nos routes.

De formes différentes, les plaques comportent des chiffres en italique, en fantaisie ou en digital. De multiples sigles viennent souvent décorer les matricules ou encore des drapeaux de pays européens (français, espagnol, allemand, anglais, canadien...).

La nouvelle tendance est celle du drapeau de l'Union Européenne comportant un «16» ou un «A» en référence à Alger. Pourtant la réglementation est très claire.

La plaque d'immatriculation avant doit être de couleur blanche et celle d'arrière,

jaune. Les chiffres doivent avoir une hauteur de 7,5 centimètres et une largeur d'un centimètre. La mise en place d'un fichier national de cartes grises nécessite, selon Laâzouni, la création d'un fichier national de permis de conduire. Seulement, le permis de conduire à points «tel que pensé», est fortement contesté par lui. Il estime que la mise en place de ce type de permis nécessite d'abord un fichier d'infractions au code de la route. Un fichier qui, selon lui, devait être créé il y a 27 ans. «Nous aurions pu ainsi nous débarrasser de la récidive», dit-il.

Cet ancien officier de la DGSN (Direction générale de la sûreté nationale) n'approuve pas aussi la décision de retrait de permis de conduire par une commission. Pour lui, c'est

au juge de décider du retrait de ce document. Il plaide ainsi pour la restitution du tribunal de simple police. «Ce tribunal a été supprimé lors de la réforme juridique. Il traitait des infractions du code de la route et des petites violences de moins de 7 jours», explique-t-il.

Toutefois, il considère que le retrait de permis est une décision «arbitraire». «Il faut retirer les points et non pas le permis de conduire, d'où la nécessité de la mise en place du permis de conduire à points comme celui établi en Europe», a-t-il affirmé. Pour lui, le permis à points est un système qui responsabilise les conducteurs à travers la gestion de leurs points.

R. N.

FIÈVRE APHTEUSE

Les marchés à bestiaux seront rouverts prochainement

Les marchés à bestiaux seront rouverts la semaine prochaine après plus d'un mois de fermeture suite à la détection des premiers foyers de fièvre aphteuse dans l'est du pays, a annoncé mardi le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelwahab Nouri.

«Les marchés à bestiaux seront rouverts la semaine prochaine, c'est-à-dire, lorsque toutes les conditions d'organisation rigoureuse de ces marchés seront réunies», a déclaré le ministre en marge de l'ouverture de la session d'automne du Conseil de la nation et de l'Assemblée populaire nationale.

Les walis et les services agricoles ont reçu instruction de procéder à la désinfection de tous les marchés avant leur réouverture en prévision de la fête de l'Aïd El-Kebir, selon le ministre. Au niveau du secteur du commerce,

une réunion se tiendra prochainement pour débattre de l'organisation des marchés à bestiaux qui connaissent une organisation anarchique, a révélé, pour sa part, le ministre du Commerce, M. Amara Benyouènes. Fin juillet, les pouvoirs publics ont décidé de fermer les marchés à bestiaux pour cantonner la maladie de la fièvre aphteuse suite à la détection d'un foyer dans la commune de Bir-El-Aarch à Sétif, dans l'est du pays. Il s'agissait alors du premier foyer de cette maladie virale qui touche les bovins.

La maladie s'est vite propagée pour toucher à ce jour plus de 20 wilayas de l'est du centre et de l'ouest du pays. «Nous pensons que la situation tend vers la stabilisation. Techniquement, le virus a une période de vie déterminée, pour peu que le virus ne réapparaisse plus», a souligné, toutefois, M. Nouri. Il a estimé que les pertes économiques dues à cette épizootie étaient «très minimes» par rapport à celles enregistrées dans les autres pays touchés par cette maladie comme la Grande-

Bretagne qui a perdu plus de quatre millions de têtes en 2001. Depuis l'apparition de la fièvre aphteuse, environ 5 500 bovins ont fait l'objet d'un abattage sanitaire alors que 1 000 têtes ont été déclarées mortes, selon le ministre. «Il faut noter que plus de 60 pays souffrent de cette maladie», a-t-il dit.

M. Nouri a rappelé aussi que «la catastrophe aurait pu être plus grave si ce n'était le travail de prévention qui a été mené dès la déclaration de cette maladie en Tunisie. Plus de 1,6 million de têtes ont été vaccinées à ce jour» en Algérie.

Concernant l'opération d'indemnisation des éleveurs, le ministre a indiqué que son secteur avait décentralisé le dispositif de remboursement afin qu'il soit le plus proche possible des localités touchées. L'Etat a déjà mobilisé des enveloppes financières au niveau de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), alors que le recensement des éleveurs concernés se poursuit, d'après M. Nouri.

APS

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'Algérie et la Russie signent un accord de coopération

L'Algérie et la Russie signeront aujourd'hui un accord de coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. La signature de cet accord coïncide avec la visite à Alger du P-dg de la Corporation d'Etat russe de l'énergie atomique (Rosatom) Sergueï Kirienko.

Lors de son séjour en Algérie, le P-dg de Rosatom rencontrera le ministre de l'Energie Youcef Yousfi et des responsables du Commissariat à l'énergie atomique (Comena), indique un communiqué du ministère de l'Energie. En développant sa coopération avec la Russie mais aussi avec d'autres pays, l'Algérie cherche à accélérer le processus de développement de l'électronucléaire, dans la mesure où la construction de la première centrale nucléaire algérienne est prévue en 2025 et que la diversification du bouquet énergétique national est lancée.

C. B.